

Nous voici réunis plus de 4 mois après les élections présidentielles et législatives qui ont vu la défaite de Nicolas Sarkozy et l'arrivée d'une majorité politique différente. D'une manière concomitante, l'INRA a connu aussi un changement majeur à sa direction avec la nomination de François Houllier comme PDG de l'Institut. S'agit-il de changement de fond ou de forme ? Au CA de juin, j'avais appelé de mes vœux la rupture avec les années Sarkozy relayant ainsi l'espoir suscité chez nos collègues par son départ. Plus de 4 mois après, nous pouvons faire un premier bilan et le moins que l'on puisse dire est que le compte n'y est pas. Toutes les mesures sarkozistes sont en place. Tous les « EX », l'ANR, l'AERES, les alliances, et la PES sont donc maintenus et rien dans le discours de la ministre ne permet d'entrevoir un quelconque changement. Nos collègues précaires entament une lutte pour préserver leur emploi et pour l'instant mis à part 2 courriers lénifiants aucune négociation sérieuse n'est engagée avec les organisations syndicales pour trouver une solution.

Nous avons la forte impression, et hélas nous ne sommes pas les seuls, que les assises sont là pour faire un rideau de fumée sur nos revendications.

Comment admettre que les zéloteurs de la politique sarkoziste puissent être entendus et écoutés au même titre que les représentants des personnels qui ont combattu cette politique néfaste ?

Comment admettre qu'un chercheur « lambda » aussi brillant soit-il puisse être écouté et entendu au même titre que les organisations syndicales représentatives concernées ?

Comment admettre que le MEDEF ne soit pas disqualifié pour donner un avis sur l'avenir de la recherche alors que pendant les 5 dernières années, Madame Parisot et consorts ont piloté la politique de l'Etat ?

Le projet de budget 2013 pour l'INRA s'inscrit directement dans la filiation de 2012. Nous savons que le budget n'augmentera que de 3% et que les emplois (ETP) seront au mieux maintenus voire en légère diminution. Si l'on se souvient que le budget 2012 était catastrophique, il est aisé de voir que le budget 2013 est un clone de 2012. Le budget de l'ANR est en légère baisse, on est loin d'un transfert massif vers les EPST que l'on pouvait attendre. Je ne vais pas développer sur le budget, j'aurai l'occasion d'y revenir au CA de décembre, toutefois on peut hélas conclure que le budget 2013 ne s'inscrira pas dans une dynamique de relance de la recherche publique, pis encore il ne permettra pas de résoudre le problème de nos collègues précaires et c'est une faute politique.

Par ailleurs comment ne pas être choqué devant le défilé indécent des 7 ministres à l'université du MEDEF ? Le gouvernement a voulu les rassurer, et les assurer que sa politique restera sans douleur pour les patrons et les marchés financiers. On aurait aimé la même sollicitude à l'égard des travailleurs qui ont manifesté devant le salon de l'automobile mais là, le gouvernement a préféré envoyer les CRS.

Comment ne pas être surpris du silence du gouvernement sur les licenciements boursiers de SANOFI ? Cette entreprise a reçu de l'Etat des subventions importantes, 130M€ sous forme de Crédit Impôt Recherche et le bilan est le suivant : liquidation partielle de la R&D, fermeture programmée du centre de Toulouse et dégraissage massif du centre de Montpellier. SANOFI a supprimé 3800 CDI entre 2008 et 2011 et dans le même temps l'entreprise a reversé 40% du résultat net aux actionnaires. Selon le projet de budget pour 2013, la dépense fiscale du CIR est évaluée à 3,350 milliards d'euros dont une bonne partie ira encore vers des entreprises qui ne créeront pas d'emploi. L'Histoire n'apprend donc rien aux gouvernants.

Nous espérons aussi la rupture à l'intérieur de l'institut, la nomination d'un nouveau PDG pouvait être le point de départ d'une autre politique. Les déclarations de François Houllier indiquent clairement qu'il n'en sera rien et que la continuité sera le moteur de sa politique. De la même manière la contribution de la DG pour les assises de la recherche est d'une affligeante frilosité. Nous avons vécu 5 années de politique mortifère, demander à minima la suppression de l'ANR, poison de la recherche et grande pourvoyeuse de la précarité dont on mesure les conséquences dramatiques sur nos collègues non titulaires, demander l'abrogation de la PES car vous n'ignorez pas le rejet de la majorité de nos collègues. Sans être courageuse la DG aurait manifesté ainsi sa volonté de rompre avec ce passé néfaste mais hélas il n'en est rien !

Mesdames et messieurs les représentants des tutelles, qu'attendez-vous pour entendre le message des personnels, êtes-vous donc si autistes pour ne pas comprendre qu'il faut en finir avec le passé et s'engager résolument pour une autre politique, pour une autre ambition, pour un renouveau indispensable. Construire un service public de recherche à la hauteur des enjeux du 3^{ème} millénaire ne vous apparaît-il pas comme un objectif ambitieux ? Vous qui nous avez seriné, abreuvé pendant 5 ans de « l'excellence », qu'attendez-vous pour l'être vous-mêmes ?

Pour conclure, Madame Fioraso serait bien inspirée de lire attentivement la lettre ouverte de la CGT-INRA, qui a réuni déjà 1764 signatures (chiffre de ce jour), cette lettre reprends des revendications fondamentales qui permettraient vraiment de sortir du marasme où nous ont conduit 5 années de sarkozisme.



LETTRE OUVERTE

à Madame la Ministre de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche, Geneviève FIORASO
et à la Direction Générale de l'INRA

17 septembre 2012

Les personnels soussignés se prononcent pour qu'interviennent au plus vite des décisions concrètes de rupture avec la politique du gouvernement précédent concernant la Recherche publique.

Ils se prononcent pour :

- 1) Renforcer le statut de fonctionnaire d'État pour tous les personnels et refuser les transferts d'agents vers la fonction publique territoriale (Régions).
- 2) Revaloriser la valeur du point d'indice de la Fonction Publique afin de rétablir a minima, le pouvoir d'achat de tous, fonctionnaires comme non-titulaires.
- 3) Supprimer la Prime d'Excellence Scientifique qui nie le caractère collectif de la recherche.
- 4) Revaloriser la valeur du point de sujétion, conformément aux engagements de la Direction Générale.
- 5) Mettre en œuvre les mesures statutaires pour débloquer les carrières, en particulier, celles des techniciens et des assistants ingénieurs.
- 6) Créer des emplois de titulaires et ouvrir des négociations sur un plan de titularisation de tous les agents non-titulaires qui occupent des fonctions permanentes. Obtenir le retrait immédiat de la lettre-circulaire de la Direction Générale de l'INRA de juillet 2011 limitant la durée des contrats de travail à quatre ans.
- 7) Arrêter la Révision Générale des Politiques Publiques : moratoire généralisé des fusions de centres, de services, de départements, et des restructurations d'unités et des installations expérimentales ; stopper les suppressions d'emplois.
- 8) Rétablir le soutien de base des unités à un niveau leur permettant un réel fonctionnement (20.000€ de part-chercheur).
- 9) Supprimer l'Agence d'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur, l'Agence Nationale de la Recherche et le Crédit Impôt Recherche et redéployer les crédits vers les organismes de recherche.
- 10) Arrêter immédiatement des processus de restructuration en cours notamment au travers des IDEX, en annulant les conventions déjà signées, en premier celle très symbolique du campus de Saclay.

PRENOM	NOM	CENTRE	SIGNATURE

Signatures à retourner au **Syndicat National CGT-INRA**

Fax : 01.39.02.14.50 ou Mail : cgt@inra.fr